

La politique climatique européenne ne peut mener à l'érosion progressive de l'industrie

Proposition d'essenscia d'un échange amélioré de quotas d'émissions concilie écologie et économie

Bruxelles, 14 juillet 2015 – La Commission européenne dévoilera demain ses nouveaux projets de loi afin de réduire les émissions de CO2 de l'industrie dans l'Union européenne à raison de 43% d'ici 2030. L'industrie chimique en Belgique soutient une approche globale de la problématique climatique mais craint que la réforme prévue affaiblisse la position concurrentielle des entreprises européennes. « Pourtant, les produits innovants de l'industrie chimique en Belgique et en Europe contribuent à résoudre le problème climatique. Pour garder les entreprises chimiques dans nos régions et soutenir leurs stratégies durables, il faut des règles appliquées au niveau mondial » dit Yves Verschueren, administrateur délégué d'essenscia, la fédération de l'industrie chimique, des matières plastiques et des sciences de la vie. La fédération sectorielle travaille en collaboration avec le Gouvernement flamand à l'amélioration du système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) dans le but de démontrer qu'une politique climatique innovante permet de concilier écologie avec économie.

Depuis 2005, le Système d'échange de quotas d'émissions (ETS) est le fer de lance de la politique climatique européenne. Pour pouvoir émettre du CO2, les entreprises doivent acheter des quotas d'émission. La Commission européenne veut à présent réformer ce système. D'une part, une réserve de stabilité automatique sera mise en place avec pour objectif d'augmenter le prix moyen du carbone. D'autre part, les mesures de protection de l'industrie seront progressivement réduites par une diminution significative des quotas d'émissions alloués gratuitement à l'industrie. A cela s'ajoute une réduction linéaire pour l'industrie, qui impactera lourdement sur l'activité industrielle.

« L'industrie est donc doublement touchée. Les entreprises doivent désormais faire face à un coût de CO2 plus élevé, et en plus elles doivent acheter une part plus importante de quotas. Dans un même temps, les entreprises européennes sont en concurrence directe avec celles d'autres régions du monde où les émissions de CO2 ne sont pas liées à un prix. Cette politique onéreuse en Europe menace les investissements qui risquent de se faire à l'étranger, menant ainsi à un déplacement des émissions et non à leur réduction. C'est par contre bien le cas en ce qui concerne les emplois qui y sont liés » déclare Els Brouwers, chef du département Energie et Climat chez essenscia.

Plus d'info:

Corine Petry, head of communication, essenscia, tel. 02 238 99 12, GSM 0474 499 306, cpetry@essenscia.be

Gert Verreth, communication advisor, tel. 02 238 97 86, GSM 0477 464 227, gverreth@essenscia.be

Tous nos communiqués de presse sont disponibles sur www.essenscia.be. Pour recevoir automatiquement nos communiqués de presse, vous pouvez vous inscrire sur notre site (sous « presse »).

essenscia représente 800 entreprises dans l'industrie chimique, des plastiques et des sciences de la vie (pharmacie et biotechnologie) en Belgique.

Proposition d'essenscia concilie objectifs écologiques et défis économiques

En collaboration avec le Gouvernement flamand, essenscia travaille à une proposition de réforme du système ETS européen. Dans cette proposition, les quotas d'émission sont directement basés sur les niveaux de production réels, plutôt que sur ceux du passé. Aucun scénario de réduction n'est par ailleurs appliqué. Le système européen actuel représente un frein pour la croissance économique, puisque la part des quotas d'émission qui sont réservés à l'industrie manufacturière est systématiquement réduite sans tenir compte de la conjoncture. Le système alternatif synchronise le marché d'émissions avec l'activité économique réelle, tout en tenant compte de niveaux de performance ambitieux au niveau des émissions de gaz à effet de serre provenant de la production industrielle. De cette manière, les objectifs écologiques sont réconciliés avec les défis économiques.

« Nous avons testé avec succès la faisabilité de notre proposition auprès de quelques entreprises du secteur de la chimie » dit Els Brouwers. « Entretemps, notre projet pilote fait aussi parler de lui aux Pays-Bas. La France et l'Italie ont aussi montré leur intérêt dans cette approche. La Flandre joue quant à elle un rôle de pionnier dans ce domaine, grâce à une équipe politique proactive. Plus grand sera le nombre de pays participant à cette initiative, plus le signal que nous donnons à l'Europe de ne pas mener une politique climatique au dépens des emplois, sera renforcé. Le problème climatique ne peut se résoudre en défavorisant l'industrie et en augmentant ses coûts. Il en va justement d'attirer de nouveaux investissements en se concentrant sur l'innovation, les technologies durables et les méthodes de production efficaces au niveau énergétique. »

Besoin d'un accord global à la conférence climatique des Nations Unies à Paris

C'est pour ces raisons qu'essenscia compte sur la conférence climatique des Nations Unies à Paris qui a lieu à la fin de cette année. Le problème climatique ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe. Il est donc d'importance primordiale de conclure un accord global prévoyant des règles identiques à tous les pays industriels. L'Europe a démontré qu'il est possible de diminuer considérablement les émissions de CO2 et est aujourd'hui responsable de seulement 10% des émissions globales de gaz à effet de serre. C'est maintenant au tour du reste du monde de suivre cet exemple, permettant ainsi à l'Europe de se concentrer sur la recherche et l'innovation pour ensuite pouvoir exporter cette expertise.

« L'Europe doit considérer son industrie non pas comme un adversaire mais comme un allié dans le combat du défi climatique. L'industrie chimique en Belgique a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 80% par unité de production au cours des 25 dernières années. Durant cette même période, la production a triplé alors que la consommation énergétique n'a augmenté que de 37%. Pourtant, l'Europe continue de miser sur l'industrie pour la majeure partie des efforts à fournir dans sa politique climatique. Dans le contexte d'une économie globale, ceci mène à une situation insoutenable impactant les emplois en Europe, sans contribuer à la problématique climatique mondiale » conclut Yves Verschueren.

Plus d'info:

Corine Petry, head of communication, essenscia, tel. 02 238 99 12, GSM 0474 499 306, cpetry@essenscia.be

Gert Verreth, communication advisor, tel. 02 238 97 86, GSM 0477 464 227, gverreth@essenscia.be

Tous nos communiqués de presse sont disponibles sur www.essenscia.be. Pour recevoir automatiquement nos communiqués de presse, vous pouvez vous inscrire sur notre site (sous «presse»).

essenscia représente 800 entreprises dans l'industrie chimique, des plastiques et des sciences de la vie (pharmacie et biotechnologie) en Belgique.